

Original : anglais/espagnol

**CORRESPONDANCE AVEC LES PARTIES, ENTITÉS OU
ENTITÉS DE PÊCHE NON CONTRACTANTES COOPÉRANTES ET PAYS TIERS**

Le présent document comporte la correspondance reçue des pays suivants à l'issue de la 20^e réunion extraordinaire de la Commission :

1. Lettres de la Bolivie et du Costa Rica sollicitant le maintien de leur statut de coopérant
2. Lettres de Gibraltar en réponse au courrier du Président de la Commission
3. Lettre du Cambodge
4. Lettre de Saint-Kitts-et-Nevis

Annexe 1 : Lettres du Secrétariat aux Parties non-contractantes

1. Lettres de la Bolivie et du Costa Rica sollicitant le maintien de leur statut de coopérant

BOLIVIE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

La Paz, le 22 août 2017
DGIMFLMM-UBPM n°055117

M. Driss Meski
SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DE LA COMMISSION INTERNATIONALE
POUR LA CONSERVATION DES THONIDÉS DE L'ATLANTIQUE (ICCAT)
Madrid, Espagne

M. le Secrétaire exécutif,

Conformément aux réglementations de la Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique (ICCAT), la Direction Générale des Intérêts Maritimes, des Rivières et des Lacs et de la Marine marchande de l'État plurinational de Bolivie, en tant qu'Autorité maritime, sollicite le renouvellement de son statut de : *PARTIE NON-CONTRACTANTE DE L'ICCAT (NCP)*.

Je souhaiterais également saisir cette opportunité pour vous réitérer notre engagement à respecter les mesures de conservation, la soumission des données et la participation aux réunions de l'ICCAT.

Je vous prie d'agréer l'expression de ma parfaite considération.

(sceau)

Vice-Amiral Rubén Yañez Montoya
AUTORITÉ MARITIME
DE L'ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE

COSTA RICA

18 septembre 2017
PEP-862-09-2017

M. Driss Meski, Secrétaire exécutif
Commission Internationale pour la Conservation
des Thonidés de l'Atlantique (ICCAT)
Madrid, Espagne

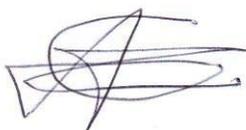
Monsieur,

J'ai l'honneur de vous saluer, ainsi que les autres CPC de cette Commission, et je souhaiterais réitérer l'intérêt de la République du Costa Rica à unir ses efforts à ceux des Parties contractantes et non-contractantes qui œuvrent en permanence et avec détermination aux fins des objectifs visés par la Convention Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique.

La Commission nous a fait l'honneur de nous octroyer le statut de Partie, Entité ou Entité de pêche non-contractante coopérante en 2016 et nous nous sommes efforcés de satisfaire aux exigences et de respecter strictement les engagements pris en vertu des résolutions et recommandations de la Commission. Nous ne doutons donc pas que les procédures requises seront entreprises à la prochaine 25^{ème} Réunion ordinaire de la Commission, afin de renouveler ce statut à notre pays, conformément à la *Recommandation de l'ICCAT sur les critères visant à l'octroi du statut de Partie, Entité ou Entité de pêche non contractante coopérante à l'ICCAT* [Rec. 03-20].

Notre délégation sera représentée par Dr. Roland Ramírez Villalobos, fonctionnaire de l'Institut des Pêches et de l'Aquaculture du Costa Rica (INCOPECA) et Directeur régional pour l'Atlantique. Dr. Ramírez Villalobos dispose de l'autorité requise et suffisante à ce titre pour représenter notre pays. Il sera accompagné des personnes compétentes.

Je vous prie d'agréer l'expression de ma parfaite considération.



Pbro. Gustavo Meneses Castro, PhD
Président exécutif de
INCOPECA

2. Lettres de Gibraltar en réponse au courrier du Président de la Commission

Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth
King Charles Street
Londres
SW1A 2AH

M. Martin Tsamenyi
Président de la Commission Internationale
pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique
Corazon de Maria, 8
28002 Madrid
Espagne

le 21 septembre 2017

Monsieur Tsamenyi,

Je vous remercie de votre courrier adressé à S.E. M. Alan Duncan, Ministre en charge de l'Europe et de l'Amérique, en date du 17 juillet et concernant Gibraltar.

Le Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth prend note de l'intérêt constant témoigné par la Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique (ICCAT) à Gibraltar. Toutefois, la position du Gouvernement du Royaume-Uni demeure inchangée par rapport à la correspondance de M. Alan Duncan, en date du 19 août 2016.

Il nous apparaît clairement que ni les dispositions de la Convention ni les mesures et normes établies par l'ICCAT ne s'appliquent aux eaux territoriales du territoire britannique de Gibraltar. En effet, ni la ratification de la Convention de l'ICCAT par le Royaume-Uni ni la ratification par l'Union européenne ne s'étendent au territoire de Gibraltar. Nous ne considérons pas non plus les actions entreprises par le Gouvernement de Gibraltar de Sa Majesté comme représentant des activités illicites, non déclarées et non documentées conformément au cadre juridique pertinent.

La ratification par le Royaume-Uni de la Convention des Nations-Unies sur le Droit de la Mer (UNCLOS) s'étend au territoire de Gibraltar. En vertu de l'UNCLOS, les états côtiers (le Royaume-Uni) sont libres d'établir des législations aux fins de la conservation et de l'utilisation des ressources maritimes relevant de leurs eaux territoriales. Le Gouvernement de Gibraltar de Sa Majesté a pris des mesures, à titre volontaire, visant à mettre en œuvre la conservation et la gestion efficaces du thon rouge dans les eaux territoriales du territoire britannique de Gibraltar et, bien que ces mesures soient conformes aux normes de l'ICCAT, elles sont indépendantes du mandat officiel de l'ICCAT.

J'espère que le présent courrier indique clairement l'engagement du Royaume-Uni et du Gouvernement de Gibraltar de Sa Majesté en faveur de la gestion durable des thonidés et des espèces apparentées. Alors que les réglementations de l'ICCAT ne s'étendent pas au Territoire d'Outre-Mer de Gibraltar, le Gouvernement de Gibraltar de Sa Majesté continue à prendre des mesures en vue de gérer cette ressource maritime de façon durable.

Je vous prie d'agréer l'expression de ma parfaite considération.

Chris Sainty
Directeur adjoint, Direction en charge de l'Europe
Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth

Gouvernement de Gibraltar de Sa Majesté

Bureau de S.E. M. le Ministre de l'Éducation,
du Patrimoine, de l'Environnement, de l'Énergie et du Changement climatique
Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth
King Charles Street
Londres
SW1A 2AH

M. Martin Tsamenyi
Président de la Commission Internationale
pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique

le 17 octobre 2017

Cher Président de la Commission,

Je vous remercie de votre courrier en date du 17 juillet qui fait suite à votre lettre précédente du 2 février 2016 et à ma réponse du 19 avril 2016. Je vous expliquais dans cette lettre que les mesures législatives prises à Gibraltar ont permis de contrôler ce qui était auparavant une activité totalement non-réglémentée. Je vous offrais également la possibilité de partager toutes nos données et de visiter vos bureaux avec mon équipe dans le but de chercher des possibilités à l'avenir. À ce titre, et même si ma lettre est alors restée sans réponse, j'ai favorablement accueilli le dernier paragraphe de votre correspondance nous invitant à travailler de concert aux fins de la gestion durable des stocks de thonidés et d'espèces apparentées. Soyez assuré que ceci est notre objectif ultime. Je vous transmettais également, à cette occasion, une copie de notre législation et vous confirmais qu'aucune pêche de thonidés, à l'exception du *Thynnus thunnus thunnus*, n'était pratiquement réalisée.

S'agissant des points soulevés dans votre dernier courrier, je tiens à vous assurer de l'absence de pêche continue et que Gibraltar met en œuvre une saison de fermeture identique à celle de l'ICCAT. La saison est fermée dès que le TAC est atteint, comme cela été le cas cette année. Nous appliquons cette fermeture.

Je reconnais pleinement l'autorité internationale de l'ICCAT dans la zone de la Convention de l'ICCAT. Comme vous ne manquerez pas de le savoir, les eaux territoriales du territoire britannique de Gibraltar ne font pas partie de cette zone. En conséquence, nous avons dû instaurer nos propres mesures de protection afin d'éviter que la pêche de thonidés ne se poursuive dans les eaux territoriales du territoire britannique de Gibraltar sans aucune réglementation.

Compte tenu du fait que l'ICCAT n'a actuellement pas juridiction dans les eaux territoriales du territoire britannique de Gibraltar et que la pêche sportive de thon rouge de l'Atlantique est autorisée en vertu de la loi de Gibraltar, mais uniquement sous licence, cette activité est, par définition non-illicite. Elle n'est pas non plus non-déclarée. Notre Ministère de l'Environnement et du Changement climatique consigne minutieusement tous les poissons capturés. Comme je vous le proposais dans ma correspondance du 19 avril 2016, nous serions très heureux de partager ces données avec vous, si vous souhaitez. Comme je l'indiquais précédemment, cette activité est également réglementée et par conséquent, je ne peux accepter la description de cette activité comme IUU.

Il est regrettable que l'administration précédente de Gibraltar n'ait pas exploré la possibilité de participer à la pêcherie de l'Atlantique est et de la Méditerranée. Comme vous ne saurez l'ignorer, en 2012, peu de temps après la prise de mes fonctions, nous avons contacté l'ICCAT, par le biais d'une lettre émanant du Responsable de l'Environnement, en date du 4 septembre 2012, adressée au Coordinateur de l'ICCAT/GBYP M. Antonio Di Natale. Ce courrier a été suivi d'échanges d'e-mails au cours desquels une réunion nous a été refusée. Nous souhaitions alors solliciter l'adhésion à l'ICCAT et nous avons également soulevé cette question auprès du Gouvernement de Sa Majesté du Ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales (DEFRA) du Royaume-Uni. L'absence de réponse de l'ICCAT s'est traduite par l'instauration de notre propre système de réglementation qui ressemble dans une grande mesure au vôtre.

Je tiens à vous assurer une nouvelle fois que notre intention est de réglementer durablement la pêche sportive de thonidés dans les eaux territoriales du territoire britannique de Gibraltar.

Dans l'attente de recevoir la confirmation que vous êtes disposé à collaborer constructivement avec nous à cette fin, je vous prie de croire en l'expression de ma haute considération,

S.E. M. Prof John Cortes
Ministre de l'Éducation, du Patrimoine, de l'Environnement, de l'Énergie et du Changement climatique

3. Lettre du Cambodge ;

Envoyé : 18 avril 2017 10:09:50 (07:55)

Cher Monsieur Meski,

Reconnaissant l'existence, par le passé, de signalements et d'observations de navires sous pavillon cambodgien pêchant ou opérant dans la zone de compétence de l'ICCAT, et que ces navires de pêche étaient soupçonnés de porter atteinte aux recommandations de l'ICCAT, le Gouvernement du Royaume du Cambodge souhaiterait vous faire part des mesures prises en vue d'exercer un contrôle efficace sur les navires autorisés à battre son pavillon. Le Gouvernement du Royaume du Cambodge a notamment radié de son registre tous les navires de pêche et cargos frigorifiques (navires procédant à des transbordements en mer) sous pavillon cambodgien et a délivré un certificat d'immatriculation par le biais de la société sud-coréenne, Cosmos. Cette mesure est entrée en vigueur le 31 août 2016. Faisant suite à cette décision, la seule autorité compétente habilitée à immatriculer des navires au nom du Gouvernement du Royaume du Cambodge est désormais le Ministère des Travaux publics et des Transports. Cela signifie qu'actuellement aucun navire de pêche ou cargo frigorifique (navires procédant à des transbordements en mer), autorisé à battre le pavillon du Cambodge, n'est autorisé à opérer dans les eaux au-delà de la juridiction nationale. Par conséquent, en cas de signalements ou d'observations de navires prétendant être immatriculés au Cambodge et/ou utilisant le pavillon cambodgien et opérant dans la zone de compétence de l'ICCAT, il est raisonnable de supposer que ces navires utilisent des documents frauduleux ou ayant expiré. Si une telle situation venait à se produire, soyez assuré que le Gouvernement du Royaume du Cambodge s'engage à procéder à des investigations conjointement avec l'ICCAT sur tous les cas qui seraient portés à sa connaissance et à entreprendre toute action en justice opportune à l'encontre de ces navires.

Pour toutes les communications avec l'ICCAT, le Ministère de l'Agriculture, de la Sylviculture et de la Pêche souhaiterait désigner **Dr. Kao Sochivi**, Directeur Général adjoint de l'Administration des Pêches comme personne de contact, dont l'adresse officielle de contact est : Email : kaosochivi2017@gmail.com et tél : 855 12 202 805

Le Ministère de l'Agriculture, de la Sylviculture et de la Pêche vous remercie de votre soutien et de votre coopération.

Je vous prie d'agréer l'expression de ma parfaite considération.

Veng Sakhon
Ministère de l'Agriculture, de la Sylviculture et de la Pêche

4. Lettre de Saint-Kitts-et-Nevis



SAINT CHRISTOPHER AND NEVIS

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES MARITIMES, DES COOPÉRATIVES,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'HABITAT

Tél : 869 465 -2521 (Ext. 1025/1017)
Fax : (869) 465-2635
E-mail : psagricultureskn@gmail.com

SIÈGE DU GOUVERNEMENT
P. O BOX 186 * CHURCH STREET
BASSETERRE
ST KITTS * WEST INDIES

le 7 Juin 2017

M. Driss Meski, Secrétaire exécutif
Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique (ICCAT)
c/ Corazón de María 8, 6^e étage 28002
Madrid, Espagne

RE : SUSPENSION DE LA FLOTTILLE DE PÊCHE EN HAUTE MER - SAINT-KITTS-ET-NEVIS

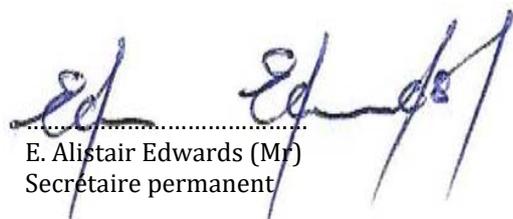
Cher Monsieur Meski,

Depuis le 30 mai 2017, la Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis procède au remaniement de son programme sur la flottille de pêche en haute mer. Saint-Kitts-et-Nevis souhaite s'assurer que tout est mis en œuvre afin de prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non-déclarée et non-documentée (IUU) dans les eaux relevant de la juridiction nationale et au-delà. Les dispositions actuelles de gestion du programme sur la flottille de pêche en haute mer de Saint-Kitts-et-Nevis présentent des difficultés fondamentales liées au suivi, au contrôle et à la surveillance qui ont entravé notre capacité à combattre la pêche IUU.

En ce qui concerne ces difficultés, la Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis a suspendu les opérations de sa flottille de pêche en haute mer. Aucune immatriculation actuelle ne sera renouvelée à l'expiration de celle-ci.

La présente communication vous est transmise à titre d'informations et pour suite à donner.

Je vous prie d'agréer l'expression de ma parfaite considération.



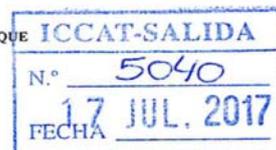
.....
E. Alistair Edwards (Mr)
Secrétaire permanent

INTERNATIONAL COMMISSION FOR THE
CONSERVATION OF ATLANTIC TUNAS



COMISIÓN INTERNACIONAL PARA LA
CONSERVACIÓN DEL ATÚN ATLÁNTICO

COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA
CONSERVATION DES THONIDES DE L'ATLANTIQUE



Madrid, 17 July 2017

Honourable Moses Jn Baptiste
Ministry of Agriculture, Food Production, Fisheries,
Co-operatives and Rural Development
5th Floor, Sir Stanislaus James Building
Waterfront, Castries
Saint Lucia

**SUBJECT: REQUEST FOR INFORMATION REGARDING BILLFISH FISHERIES AND FURTHER
COOPERATION WITH ICCAT**

Honourable Minister,

On behalf of the International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas (ICCAT), I am writing to inform you that, at the 20th Special meeting of ICCAT (14-21 November 2016, Vilamoura, Portugal), the Commission acknowledged the reception of Task I data submitted by Saint Lucia for 2015. The Commission also expressed its concerns about St. Lucia's reported 2014 catches of 111 mt of blue marlin. The Commission also acknowledged Task I data submitted by Saint Lucia for 2015.

While recognising the right of small island States to develop their fisheries, recent studies have led to concern regarding the stocks of white marlin and blue marlin and spearfish, resulting in catch limits being set for these species. The Commission is concerned that catches over and beyond these levels may have a negative effect on the populations of these species, and would be grateful to receive more information regarding the fisheries and management of marlins in Saint Lucia.

A complete list of ICCAT conservation and management measures, including for billfish, can be found at <http://www.iccat.int/en/RecsRegs.asp>. On behalf of the Commission, I would also like encourage St. Lucia to consider becoming a cooperating Party or a Contracting Party to ICCAT. Should you require any further information in this regard, please do not hesitate to contact the ICCAT Secretariat (at info@iccat.int).

Finally, I wish to draw St. Lucia's attention to ICCAT Recommendation 06-13 Concerning Trade Measures, available at <http://www.iccat.int/Documents/Recs/compendiopdf-e/2006-13-e.pdf>, which requires ICCAT to identify each year non-contracting parties "that have failed to discharge their obligations under international law to co-operate with ICCAT in the conservation and management of tuna and tuna-like species, in particular, by not taking measures or exercising effective control to ensure that their vessels or their farming facilities do not engage in any activity that undermines the effectiveness of ICCAT conservation and management measures." Nations that are identified and do not take appropriate actions to rectify issues for which they were identified may be subject to trade restrictive measures by ICCAT Parties or other actions.

Please accept the assurance of my highest consideration.

Martin Tsamenyi
Commission Chair

cc: Mr. D. Campbell, Compliance Committee Chair
Ms. S. Singh-Renton, Caricom

INTERNATIONAL COMMISSION FOR THE
CONSERVATION OF ATLANTIC TUNAS



COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA
CONSERVATION DES THONIDES DE L'ATLANTIQUE

COMISION INTERNACIONAL PARA LA
CONSERVACION DEL ATUN ATLANTICO



NOTE VERBALE

The International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas (ICCAT) presents its compliments to the Ministry of Foreign and Commonwealth Affairs and has the honour to bring to the attention of the Ministry the attached letter from the Chairman of ICCAT expressing the Commission's serious concerns regarding fisheries of Atlantic bluefin tuna and other tuna species in Gibraltar.

The International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas (ICCAT) avails itself of this opportunity to renew to the Ministry of Foreign and Commonwealth Affairs the assurances of its highest consideration.

Madrid, 17 July 2017

*Ministry of Foreign and Commonwealth Affairs of the United Kingdom
Embassy of United Kingdom in Madrid*



INTERNATIONAL COMMISSION FOR THE
CONSERVATION OF ATLANTIC TUNAS



COMISION INTERNACIONAL PARA LA
CONSERVACION DEL ATUN ATLANTICO

COMMISSION INTERNATIONALE POUR LA
CONSERVATION DES THONIDES DE L'ATLANTIQUE



17 July 2017

Hon Dr John Cortes
Minister for Education, Heritage, Environment, Energy and Climate Change
Duke of Kent House
Cathedral Square
Gibraltar

SUBJECT: CATCHES OF BLUEFIN TUNA TAKEN BY GIBRALTAR

Honourable Minister,

As Chairman of the Commission for the Conservation of Atlantic Tunas (ICCAT), I should like to bring to your attention the concerns expressed by our Commission at its 20th Special meeting concerning the continuous fishing of Atlantic bluefin tuna (*Thynnus thunnus thunnus*) and other tuna species in Gibraltar.

ICCAT has noted that in its "Tuna Preservation Regulations 2014" Gibraltar has set itself an autonomous total allowable catch for this species of 10 tonnes in 2014, 13 tonnes in 2015 and 13 tonnes in 2016, and I should like to take this opportunity to recall that the only body with the mandate to regulate this species and to set catch limits is ICCAT.

The setting of autonomous quotas for any species outside the Total Allowable Catch levels determined by ICCAT is considered to be an illegal, unreported and unregulated (IUU) activity.

In the event that the Gibraltar wishes to seek entry into the eastern Atlantic and Mediterranean bluefin tuna fishery, or any other fishery of tuna and tuna-like species in the ICCAT Convention area, this should be done through the established procedures within our Commission.

I thank you in advance for your consideration in this matter and look forward to working with you in a joint effort to ensure the sustainable management of the stocks of tuna and tuna-like species. Please do not hesitate to contact me through info@iccat.int if you require any additional information about ICCAT and our requirements.

Please accept the assurances of my highest consideration.


Martin Tsamenyi
Commission Chair



ICCAT-SALIDA
2017-08-30
S17-06306



Madrid, 30 August 2017

Hon. Roland Bhola
Ministry of Agriculture, Lands, Forestry, Fisheries & Environment
Ministerial Complex
Botanical Gardens, Tanteen
St. George's
Grenada

SUBJECT: LETTER OF IDENTIFICATION

Honorable Minister,

Further to my letter of 17 July 2017 concerning the request for statistical data and further cooperation with the International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas (ICCAT), I am writing on behalf of the Commission to clarify that, at its 20th Special meeting (14-21 November 2016, Vilamoura, Portugal), the Commission identified Grenada pursuant to the *Recommendation by ICCAT Concerning Trade Measures* [Rec. 06-13] for diminishing the effectiveness of ICCAT conservation and management measures.

Each year, ICCAT reviews the fishery related activities of Contracting Parties as well as Non-Contracting Parties with respect to tuna and tuna-like species. A review of this information in 2016 found the following deficiencies for Grenada:

- Reported catch of blue marlin in 2013 with no accompanying statistical data submitted.
- Catch data were not submitted for 2014 or 2015.

Furthermore, ICCAT noted that Grenada did not respond to letters sent by the Commission after its 2014 and 2015 annual meetings urging Grenada to cooperate with ICCAT, including by submitting complete catch statistics for its tuna and tuna-like species fisheries. Such data are essential to support robust stock assessments and adoption of effective conservation and management measures. Failure to cooperate with ICCAT in the conservation and management of the species under its competence undermines the effectiveness of those measures.

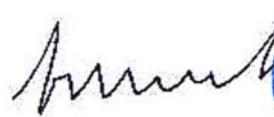
ICCAT will hold its 2017 annual meeting November 14-22, in Marrakech, Morocco. In accordance with the terms of its trade measures recommendation, therefore, the Commission requests Grenada to respond to this identification decision in writing at least 30 days before that meeting (i.e., by October 13) and provide information on steps taken to rectify the matters that led to identification. In that regard, Grenada should provide complete statistical data for tuna and tuna-like species, as well as for pelagic shark species, using the forms available at <https://www.iccat.int/en/submitSTAT.htm>.

Additionally, the Commission requests that Grenada provide information to ICCAT about its conservation and management regime for ICCAT species. A complete list of ICCAT conservation and management measures is available at: http://iccat.int/Documents/Recs/COMPENDIUM_ACTIVE_2017_ENG.pdf.

ICCAT will once again review Grenada's fishery related activities, including any response received from your government to this communication, under its trade measures recommendation at its 2017 annual meeting. Based on this review, ICCAT will consider if additional action is needed, possibly including the adoption of non-discriminatory trade restrictive measures if effective rectifying action has not been implemented by Grenada. The Commission, therefore, urges Grenada to respond to the Commission on the required timeline, including submitting the requested data and information. Grenada is also encouraged to attend the 2017 ICCAT annual meeting as an observer.

On behalf of the Commission, I also encourage Grenada to consider becoming a Contracting Party to ICCAT given your continued interest in the harvest of ICCAT species or, at a minimum, to seek the status of Cooperating Party, Entity, or Fishing Entity in line with ICCAT Recommendation 03-20. Should you require any further information in this regard, or assistance with completing any forms for submission of statistical data, please do not hesitate to contact the ICCAT Secretariat at info@iccat.int.

Thank you for your attention to these important matters, and please accept assurances of my highest consideration.



M. Tsamenyi
Commission Chairman

cc: Mr. D. Campbell; COC Chairman
Ms. S. Singh-Renton, Caricom

Attachment: Letter to Grenada S-E17-5042 of 17 July 2017.
Letter to Grenada S-E16-1079 of 18 February 2016.
Letter to Grenada S-E14-7645 of 19 December 2014.



Madrid, 30 August 2017

Hon. Johnson Drigo
Ministry of Agriculture & Fisheries
Government Headquarters
2nd floor
Roseau
00109-8000
Commonwealth of Dominica

SUBJECT: LETTER OF IDENTIFICATION

Honorable Minister,

Further to my letter of 17 July 2017 concerning the request for statistical data and further cooperation with the International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas (ICCAT), I am writing on behalf of the Commission to clarify that, at its 20th Special meeting (14-21 November 2016, Vilamoura, Portugal), the Commission identified Dominica pursuant to the *Recommendation by ICCAT Concerning Trade Measures* [Rec. 06-13] for diminishing the effectiveness of ICCAT conservation and management measures.

Each year, ICCAT reviews the fishery related activities of Contracting Parties as well as Non-Contracting Parties with respect to tuna and tuna-like species. A review of this information in 2016 found the following deficiencies for Dominica:

- Reported catch of blue marlin in 2013 with no accompanying statistical data submitted.
- Catch data were not submitted for 2014 or 2015.

Furthermore, ICCAT noted that Dominica did not respond to letters sent by the Commission after its 2014 and 2015 annual meetings urging Dominica to cooperate with ICCAT, including by submitting complete catch statistics for its tuna and tuna-like species fisheries. Such data are essential to support robust stock assessments and adoption of effective conservation and management measures. Failure to cooperate with ICCAT in the conservation and management of the species under its competence undermines the effectiveness of those measures.

ICCAT will hold its 2017 annual meeting November 14-22, in Marrakech, Morocco. In accordance with the terms of its trade measures recommendation, therefore, the Commission requests Dominica to respond to this identification decision in writing at least 30 days before that meeting (i.e., by October 13) and provide information on steps taken to rectify the matters that led to identification. In that regard, Dominica should provide complete statistical data for tuna and tuna-like species, as well as for pelagic shark species, using the forms available at <https://www.iccat.int/en/submitSTAT.htm>.

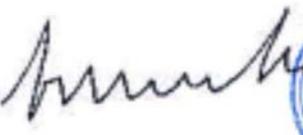
Additionally, the Commission requests that Dominica provide information to ICCAT about its conservation and management regime for ICCAT species. A complete list of ICCAT conservation and management measures is available at: http://iccat.int/Documents/Recs/COMPENDIUM_ACTIVE_2017_ENG.pdf.

ICCAT will once again review Dominica's fishery related activities, including any response received from your government to this communication, under its trade measures recommendation at its 2017 annual meeting. Based on this review, ICCAT will consider if additional action is needed, possibly including the adoption of non-discriminatory trade restrictive measures if effective rectifying action has not been implemented by Dominica. The Commission, therefore, urges Dominica to respond to the Commission on the required timeline, including submitting the requested data and information.

Dominica is also encouraged to attend the 2017 ICCAT annual meeting as an observer.

On behalf of the Commission, I also encourage Dominica to consider becoming a Contracting Party to ICCAT given your continued interest in the harvest of ICCAT species or, at a minimum, to seek the status of Cooperating Party, Entity, or Fishing Entity in line with ICCAT Recommendation 03-20. Should you require any further information in this regard, or assistance with completing any forms for submission of statistical data please do not hesitate to contact the ICCAT Secretariat at info@iccat.int.

Thank you for your attention to these important matters, and please accept assurances of my highest consideration.



M. Tsamenyi
Commission Chairman

cc: Mr. D. Campbell; CCC Chairman
Ms. S. Singh-Renton, Caricom

Attachment: Letter to Dominica S- E17-5042 of 17 July 2017.
Letter to Dominica S-E16-1080 of 18 February 2016.
Letter to Dominica S-E14-7644 of 19 December 2014.